



**FCV·VWG**

Fédération des Communes Valaisannes  
Verband Walliser Gemeinden

# Rapport annuel *Jahresbericht*

**2022**

**Impressum**

Gestaltung: Tonic GmbH, Brig  
Photos: Lindaphoto



# Sommaire

## Inhaltsverzeichnis

Avant-propos du Président de la FCV	4
Vorwort des Präsidenten des VWG	5
Rapport d'activité 2022	6
Tätigkeitsbericht 2022	10
Compte d'exploitation / Budget	14
Erfolgsrechnung / Budget	15
Bilan / Bilanz	16
Rapport des vérificateurs / Revisorenbericht	17
Comité / Vorstand	18

**Chères Présidentes et Chers Présidents de commune,  
Chers membres des Conseils communaux,  
Mesdames et Messieurs,**

La Suisse est fondée sur le principe de subsidiarité : dans la mesure du possible, ce sont les communes qui décident au sein de l'État, puis le canton et enfin la Confédération. Les décisions doivent être prises par ceux qui sont directement concernés et qui en assument la responsabilité. En temps de crise, le pouvoir se déplace généralement vers le haut. Qu'il s'agisse d'une pandémie, d'une crise migratoire ou d'une crise énergétique, les communes sont appelées à collaborer, mais les décisions sont souvent prises à un échelon supérieur. C'est souvent logique, mais en raison des circonstances exceptionnelles que nous vivons depuis plusieurs années, cela devient de plus en plus une normalité. L'autonomie des communes ne doit cependant pas devenir un simple alibi, elle est la base de notre démocratie directe. Il existe bien entendu des domaines qui, en raison de leur grande complexité, exigent une coordination supérieure. C'est par exemple le cas du développement des services numériques des autorités. Dans ce cas, des solutions communes sont nécessaires, car les actions isolées sont onéreuses et pas supportables. Mais pour pouvoir maintenir l'autonomie communale à un niveau élevé de manière générale, il faut des communes fortes et sûres d'elles-mêmes, qui travaillent de manière professionnelle, qui ont des visions, qui assument des responsabilités, qui prennent des décisions avec assurance et qui sont à la disposition de la population comme premier point de contact. Nous remercions donc tous ceux qui s'engagent dans les autorités communales et qui œuvrent pour le bien de la population !

La Fédération des Communes Valaisannes défend les intérêts de ses membres vis-à-vis du canton. Au cours de l'année sous revue, le comité s'est à nouveau engagé pour assumer cette tâche dans l'intérêt de toutes les communes, que ce soit par exemple dans l'élaboration de réponses à des consultations, dans les discussions avec les membres du Conseil d'État et les chefs de service

ou dans l'adoption des prises de position destinées aux membres du Grand Conseil valaisan. Je tiens donc à remercier tout particulièrement, une fois de plus, les membres du comité qui, par leur participation active, leur engagement précieux dans les groupes de travail et les commissions ainsi que leurs apports compétents, contribuent largement à la réussite de notre travail.

Nos chemins de communication avec le Conseil d'État et les autorités cantonales sont courts et directes. Nous tenons à les remercier pour leur collaboration constructive et ciblée. Ce n'est qu'en ensemble que nous pourrons relever les grands défis auxquels le canton et les communes doivent faire face.

Nous nous réjouissons de vous rencontrer personnellement lors de notre assemblée générale et de vous informer sur le travail de la Fédération des Communes Valaisannes.

Stéphane Coppey  
Président

*Sehr geehrte Damen und Herren Gemeindepräsidenten*

*Sehr geehrte Damen und Herren Gemeinderäte*

*Geschätzte Kolleginnen und Kollegen*

Die Schweiz basiert auf dem Prinzip der Subsidiarität: Wenn immer möglich haben die Gemeinden das Sagen im Staat, erst dann der Kanton, und erst dann der Bund. Entscheiden soll, wer unmittelbar betroffen ist und die Verantwortung trägt. In Krisenzeiten verschiebt sich die Macht üblicherweise nach oben. Ob Pandemie, Migrationskrise oder Energiekrise: die Gemeinden werden zur Zusammenarbeit aufgerufen, entschieden wird aber oft weiter oben. Das macht oftmals Sinn, doch weil wir uns nun seit mehreren Jahren im Ausnahmezustand befinden, wird dies je länger je mehr zur Normalität. Die Autonomie der Gemeinden darf aber nicht zu einer Alibiübung werden, sie ist die Basis unserer direkten Demokratie. Natürlich gibt es Bereiche, bei denen aufgrund grosser Komplexität eine übergeordnete Koordination notwendig ist. Dies ist beispielsweise bei der Entwicklung der digitalen Dienste der Behörden der Fall. Hier braucht es gemeinsame Lösungen, denn Alleingänge gehen schnell ins Geld und sind nicht stemmbar. Um die Gemeindeautonomie aber generell hochhalten zu können, braucht es starke selbstbewusste Gemeinden, die professionell arbeiten, die Visionen haben, die Verantwortung übernehmen, die selbstbewusst Entscheide treffen und der Bevölkerung als erste Anlaufstelle zur Verfügung stehen. Wir danken daher allen, die sich in kommunalen Behörden engagieren und sich zum Wohl der Bevölkerung einsetzen!

Der Verband der Walliser Gemeinden vertritt die Interessen seiner Mitglieder gegenüber dem Kanton. Auch im Berichtsjahr hat sich der Vorstand dafür eingesetzt, diese Aufgabe im Sinne aller Gemeinden wahrzunehmen, sei es beispielsweise in der Ausarbeitung der Vernehmlassungsantworten, in Diskussionen mit den Mitgliedern des Staatsrats und der Dienstcheffinen und Dienstchefs oder in der Verabschiedung der Positionspapiere für die Mitglieder des Walliser Parlaments. Mein ganz besonderer Dank geht daher einmal mehr an die

Vorstandsmitglieder, die mit ihrer aktiven Mitarbeit, ihrem wertvollen Einsatz in den Arbeitsgruppen und Kommissionen sowie ihren kompetenten Inputs viel zum Gelingen unserer Arbeit beitragen.

Unsere Wege zum Staatsrat und zu den kantonalen Behörden sind kurz und direkt. Wir danken an dieser Stelle für die konstruktive und zielführende Zusammenarbeit. Nur gemeinsam meistern wir die grossen Herausforderungen, denen sich der Kanton und die Gemeinden stellen müssen.

Wir freuen uns, Sie an unserer Generalversammlung persönlich begrüssen zu dürfen und Sie über die Arbeit des Verbandes der Walliser Gemeinden zu informieren.

Stéphane Coppey  
Präsident

# Rapport d'activité 2022

**Au cours de l'exercice 2022, le comité de la Fédération des Communes Valaisannes s'est penché sur de nombreuses questions avec l'objectif de défendre durablement et efficacement les intérêts de ses membres. Nous avons le plaisir de vous présenter le rapport d'activité 2022 de la FCV, qui se limite aux activités les plus importantes.**

## 1. Activités du comité

Le comité a tenu au total neuf réunions ordinaires en 2022. Au cours de ces réunions, de nombreux sujets ont été discutés, des prises de position rédigées, onze réponses à des consultations approuvées et diverses personnes ont été nommées pour participer à des groupes de travail et à des commissions.

Lors des séances, le comité accueille régulièrement des participants externes qui souhaitent informer le comité sur des sujets spécifiques, demander l'avis de la Fédération ou faire une demande générale à la FCV. Nous avons ainsi eu le plaisir d'accueillir les personnes suivantes au cours de l'année sous revue :

- Didier Défago, Président des Remontées mécaniques du Valais, et Pierre Mathey, Directeur des Remontées mécaniques du Valais : La relève du ski dès 2023. Réflexion pour soutenir proactivement la pratique du ski pour les écoliers valaisans
- Vincent Pellissier, Chef de Service, Service de la Mobilité, et Sylvain Dumoulin, collaborateur scientifique : Consultation relative à l'avant-projet de révision partielle de la loi sur les routes (LR)
- Adrian Zumstein, Chef de service SAJMTE, Tamar Hossennen, Présidente CCSR et Cédric Mayor, Chef de section et secrétaire SeCCSR : Présentation de la CCSR et des applications SICHAN et SIROUT
- François Charvoz (Secrétaire général adjoint, Département des finances et de l'énergie), Sylvie Lamon (Cheffe de groupe, juriste), Nicolas Eracle (Chef de projet Base de données référentielle), Stéphane Zufferey (Chef de la section informatique et chef de projet) et Christophe Lamon (Consultant) : Adaptations des ordonnances BDR
- Monique Albrecht, Vice-chancelière : Consultation relative à l'avant-projet de la loi sur l'information du public, la protection des données et l'archivage (LIPDA)
- Philipp Spörri, Chancelier, Fredy Bittel et Samuel Bonvin, Responsables du projet : Présentation du Bulletin officiel électronique
- Thomas Knubel, Secrétaire général adjoint, Département de la mobilité, du territoire et de l'environnement : Stratégie eau : avancement des travaux
- Christine Genolet-Leubin, Cheffe de Service, Service de l'environnement : Les droits immémoriaux
- M. le Conseiller d'Etat Roberto Schmidt et Beda Albrecht, Chef de service : Projet de réforme fiscale pour les personnes physiques
- Delphine Maret Brülhart et Annette Weidmann, Coordonatrices cantonales en faveur des Générations 60+ : Politique cantonale en faveur des Générations 60+
- Cédric Roy, Chef de Service, Service de l'administration numérique : Loi sur les services numériques
- Yves Biselx (Service des poursuites et faillites, Office Valais Central) et Christiane Papilloud (Office Bas-Valais) : Informations du Service des poursuites et faillites
- Rita Wagner, Remplaçante de l'Architecte Cantonal et David Kuonen, Urbaniste : Règlement des zones et des constructions (RCCZ) : Proposition
- M. le Conseiller d'Etat Frédéric Favre et Marie-Claude Noth-Ecoeur, Cheffe du SSCM : Révision de la Loi sur la protection civile et plus particulièrement la question de son financement et Le label employeur pour les sapeurs-pompiers

## **2. Participation aux Groupes de travail, aux Comités de pilotage et aux Commissions**

Afin d'assurer une activité efficace de la Fédération, il est important que les intérêts et les attentes des membres soient intégrés le plus tôt possible dans le processus de prise de décision. C'est pourquoi de nombreux représentants des communes travaillent au sein des organes cantonaux préparatoires et consultatifs. L'année dernière, des représentants des communes ont participé aux commissions et groupes de travail suivants :

Groupe de travail « Stratégie Eau - Canton du Valais » et sous-commission « droits immémoriaux »

Groupe de travail « Concept du cadastre des restrictions de droit public à la propriété foncière » (CRDPPF)

Groupe de travail « Cyberadministration »

Groupe de travail pour la mise en œuvre du projet pilote eDéménagement

Groupe de travail « Surveillance du Canton sur les communes »

Groupe de travail « Financement des forêts protectrices »

Groupe de travail « Etalement des travaux »

Groupe de travail « Révision de la loi sur les routes »

Groupe de travail « Lignes stratégiques numérisation de l'école »

Groupe de travail « Radon »

Groupe de travail « Révision de la loi sur le droit de cité valaisan »

Groupe de travail « Cybersécurité Valais »

Groupe de travail « Conditions-cadres modernes pour les familles d'accueil »

Groupe de travail « Interdiction des publicités sexistes sur le domaine public »

Groupe de travail « Intervention précoce intensive (IPI) pour les enfants atteints de TSA »

Groupe de travail « Infrastructure écologique »

Groupe de travail « Pénurie d'énergie »

Groupe de travail « Archives de l'Etat »

Groupe de travail « Etudes sur les pesticides »

Comité SIT, Système d'information du territoire

Comité de pilotage et groupe de travail « Refonte du système d'information de l'aide sociale valaisanne »

Comité de pilotage « Conception Paysage cantonale »

Groupe de pilotage « Rédaction du Programme d'intégration cantonale PIC3 »

Groupe de pilotage stratégique sur l'avenir de l'aéroport de Sion

Groupe de pilotage et CoPro eConstruction : Digitalisation de la procédure d'autorisation de construire

Comité de pilotage pour la révision partielle de la loi sur les transports publics

Comité de pilotage « Vélo-VTT »

Comité de pilotage « Administration numérique »

Comité de pilotage « eMigration »

Comité de pilotage « ebadges »

Commission « Déchets et ressources naturelles »

Commission cantonale de la formation professionnelle

Commission « Relations entre l'Eglise et l'Etat »

Commission « Ecoles de musique »

Commission « Protection des sites »

Commission « Gestion du Fonds cantonal en faveur de la formation professionnelle »

Commission « Autisme »

Commission extraparlementaire « Révision de la législation sur les marchés publics »

Commission extraparlementaire « Soins dentaires »

Commission « trails »

Commission cantonale de la pédagogie spécialisée

Commission cantonale planification sanitaire

Commission de gestion du Fonds cantonal de la formation continue

Association « Branche administration publique Valais » (Formation des apprentis)

Commission cantonale tripartite chargée de l'observation du marché du travail dans le cadre de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement à la libre circulation des personnes entre la Suisse et l'Union Européenne

Association valaisanne pour la prophylaxie et les soins dentaires à la jeunesse

Conseil de surveillance de la Caisse de compensation

Conférence des Fédérations cantonales auprès de l'association suisse des communes

La Fédération des Communes Valaisannes a également eu des contacts réguliers avec les Fédérations des communes d'autres cantons. La FCV est par ailleurs membre du groupe de suivi pour la politique régionale et locale de l'Institut des Hautes Etudes en Administration Publique (IDHEAP) à Lausanne. Elle est également représentée en la personne de Stéphane Coppey au sein du comité de l'Association des Communes Suisses ACS.

### **3. Procédures de consultation**

Une autre tâche importante de la Fédération est la défense des intérêts de ses membres dans les procédures de consultations cantonales. C'est dans cette optique que le comité élabore et approuve des prises de position qui sont transmises au Canton et à toutes les communes. Les communes sont invitées à compléter les prises de position de la Fédération en tenant compte de leur situation spécifique et à les transmettre également au Canton.

Au cours de l'année, la FCV a soumis des prises de position sur les thèmes suivants :

Consultation du rapport d'experts « Nouveau modèle de financement pour les soins à la forêt protectrice dans le canton du Valais »

Avant-projet de Convention intercantonale en matière de santé numérique

Avant-projet de révision partielle de la loi sur les routes (LR)

Avant-projet de la loi sur la médiation administrative

Avant-projet sur la révision de la loi sur l'information du public, la protection des données et l'archivage (LIPDA)

Loi sur les établissements et institutions sanitaires (LEIS)

Planification du dispositif ambulancier

Ordonnance sur la vigne et le vin (OVV)

Loi d'application de la loi fédérale sur les travailleurs détachés et de la loi fédérale sur le travail au noir

Consultation relative au projet de loi cadre cantonale sur le climat

Consultation en vue de la modification de la loi fiscale valaisanne (LF révision 2023)

### **4. Communication**

Notre site Internet nous permet de fournir en tout temps des informations sur les travaux de la FCV et de mettre en ligne des documents d'intérêt pour les communes. Tous les rapports annuels, les prises de position et les communiqués de presse sont disponibles sur [www.fcv-vwg.ch](http://www.fcv-vwg.ch).

### **5. Grand Conseil : Prises de position de la FCV**

Le comité a pour objectif d'intensifier les contacts avec les membres du Grand Conseil afin de sensibiliser davantage les parlementaires aux préoccupations des communes. Depuis 2021, la FCV fait parvenir à tous les membres du Grand Conseil, six fois par année avant le début d'une session, un aperçu de cette dernière avec les positions de la FCV sur une sélection de thèmes traités. Les communes reçoivent également ces prises de position pour information. Nous avons pu constater au cours de ces deux années que nos prises de position sont lues et prises en compte, raison pour laquelle nous poursuivrons sur cette voie à l'avenir.

### **6. Rencontre avec le Conseil d'Etat**

La rencontre annuelle a eu lieu le 9 novembre 2022. La séance a permis de discuter ouvertement et en toute transparence de différents thèmes d'actualité. Les membres du Conseil d'Etat ont présenté, pour chacun des départements, les deux principaux défis auxquels seront confrontées les communes dans un horizon de 1 à 3 ans.

### **7. Thèmes spécifiques**

#### **Avant-projet sur la révision de la loi sur l'information du public, la protection des données et l'archivage (LIPDA)**

La FCV comprend que la loi sur l'information du public, la protection des données et l'archivage doivent être adaptée en raison des renforcements au niveau européen et fédéral. Dans cette optique, la FCV souhaite souligner la grande importance des points suivants :

- L'article 28a prévoit que l'installation d'appareils de prise de vues et d'enregistrement d'images dans l'espace public communal ou intercommunal à des fins de sécurité publique nécessite des dispositions dans un règlement communal ou intercommunal, validé par le conseil général ou l'assemblée primaire et homologué par le Conseil d'Etat. La Fédération des Communes Valaisannes salue vivement cette disposition, qui clarifie la question de la légalité des systèmes de vidéosurveillance dans les communes. Grâce à elle, les règlements communaux pourront à l'avenir régler de manière exhaustive la question de la vidéosurveillance. Les règlements devront être homologués par le Conseil d'Etat, même en l'absence d'une loi cantonale sur la vidéosurveillance. Cette disposition répond à un besoin important des communes, étant donné que les systèmes de vidéosurveillance existants ont largement fait leurs preuves et que d'autres installations pourront être mises en place à l'avenir.
- Afin de répondre rapidement aux critères de sécurité juridique, principalement en matière de vidéosurveillance, nous soutenons clairement une entrée en

vigueur et une mise en œuvre rapides des modifications de la loi.

- L'article 30c, al. 1 prévoit que chaque autorité soumise à la LIPDA doive désigner un délégué à la protection des données. Nous demandons que les communes disposent d'une certaine marge de manœuvre dans l'interprétation de cet article 30c. Il doit par exemple être possible que le secrétaire communal assume cette tâche ou que plusieurs communes se regroupent et désignent ensemble un délégué à la protection des données. Une certaine flexibilité est ici nécessaire, en particulier dans le cas des petites communes qui ne peuvent pas assumer seules cette tâche ou mandater des personnes externes pour réaliser ce travail.

### **Consultation en vue de la modification de la loi fiscale valaisanne (LF révision 2023)**

La révision de la loi fiscale a pour but d'adapter la loi fiscale aux dispositions impératives du droit fédéral et, surtout, de réduire la charge fiscale des personnes physiques en matière d'impôts cantonaux et communaux dès la période fiscale 2024, au moyen des mesures suivantes :

- une augmentation de la déduction pour les primes de l'assurance-maladie dans le cadre des impôts cantonaux et communaux ;
- une augmentation de la déduction pour la garde des enfants par des tiers dans le cadre des impôts cantonaux et communaux ;
- une augmentation de la déduction sur le revenu du travail le plus bas qu'obtient l'un des conjoints dans le cadre des impôts cantonaux et communaux ;
- une augmentation de la déduction pour les personnes nécessiteuses ;
- l'introduction d'une déduction pour les rentiers AVS vivant seuls ;
- une indexation du revenu déterminant pour le taux de l'impôt cantonal sur le revenu ;
- une réduction des impôts cantonaux et communaux sur la fortune.

La Fédération des communes valaisannes s'oppose fermement à toute nouvelle baisse d'impôts qui irait au-delà de l'augmentation de la déduction pour les primes d'assurance. Cette mesure, déjà adoptée par le

Grand Conseil, entraîne à elle seule une diminution des recettes de 12 millions de francs pour les communes et de 12 millions de francs pour le canton. Si l'on ajoute les autres mesures proposées, les communes devraient s'attendre à une baisse des recettes de 30 millions de francs et le canton à une baisse de 50 millions de francs. De telles pertes fiscales ne sont pas supportables pour les communes si les prestations restent inchangées. Au contraire : les prestations demandées aux communes sont de plus en plus importantes. Les tâches et les dépenses ont augmenté et continueront d'augmenter dans de nombreux domaines, comme par exemple le social, l'entretien des routes, les transports publics, l'enseignement et l'accueil pré- et extrascolaire, la sécurité publique ou la protection de la population. Pour pouvoir accomplir toutes leurs tâches au service de la population, les communes sont tributaires de recettes fiscales suffisantes, ce qui ne serait plus garanti si toutes ces mesures étaient mises en œuvre. La conséquence serait une réduction douloureuse des prestations.

Si une éventuelle modification législative devait néanmoins être retenue, la décision d'augmenter la déduction pour les primes d'assurance devrait être revue en conséquence, la diminution totale des recettes pour les communes ne devant en aucun cas dépasser 12 millions de francs. A noter que si le canton souhaite favoriser les contribuables, il serait d'ailleurs souhaitable, avant toute modification législative, d'adapter le taux d'indexation à 173%.

### **Consultation relative au projet de loi cadre cantonale sur le climat**

Le comité de la Fédération des Communes Valaisannes est conscient des effets et des conséquences du changement climatique. Nous saluons donc le fait que le Conseil d'Etat aborde activement le sujet et donne un signal important en élaborant une loi sur le climat. Cependant, le projet de loi dans sa forme actuelle est très peu élaboré, pas assez spécifique et imprécis. Des acteurs importants, comme les communes, ne sont que brièvement mentionnés et leur rôle n'est pas clair. La manière dont les moyens financiers doivent être utilisés n'est pas claire et le risque existe qu'ils soient distribués de manière non coordonnée ou unilatérale. L'instrument décisif dans ce processus sera le Plan Climat. Pour son élaboration, tous les acteurs intéressés et concernés doivent impérativement être impliqués.

Stéphane Coppey, Président

Eliane Ruffiner-Guntern, Secrétaire générale

# Tätigkeitsbericht 2022

**Der Vorstand des Verbandes Walliser Gemeinden hat sich im Berichtsjahr 2022 mit zahlreichen Themen und Fragestellungen beschäftigt, stets mit dem Ziel, die Interessen seiner Mitglieder nachhaltig und wirkungsvoll zu vertreten. Es freut uns, Ihnen den Tätigkeitsbericht 2022 des Verbandes Walliser Gemeinden vorzulegen, der sich auf die wichtigsten Aktivitäten beschränkt.**

## 1. Arbeit des Vorstandes

Im Jahr 2022 traf sich der Vorstand zu insgesamt neun ordentlichen Sitzungen. Dabei wurden zahlreiche Themen diskutiert, Stellungnahmen abgegeben, elf Vernehmlassungsantworten verabschiedet und diverse Personen für die Mitarbeit in Arbeitsgruppen oder Kommissionen nominiert.

An seinen Sitzungen empfängt der Vorstand regelmässig externe Sitzungsteilnehmer, die den Vorstand über spezifische Themen informieren, die Meinung des Verbandes einholen oder ganz generell ein Anliegen an den VWG vorbringen wollen. So konnten wir im Berichtsjahr folgende Personen an unseren Sitzungen begrüssen:

- Didier Défago, Präsident des Verbandes der Walliser Bergbahnen, und Pierre Mathey, Direktor des Verbandes der Walliser Bergbahnen: Die nächste Generation von Skifahrern ab 2023. Überlegungen zur proaktiven Unterstützung des Skisports für Walliser Schulkinder
- Vincent Pellissier, Dienstchef, Dienststelle für Mobilität, und Sylvain Dumoulin, wissenschaftlicher Mitarbeiter: Vernehmlassung zum Vorentwurf für die Teilrevision des Strassengesetzes (StrG)
- Adrian Zumstein, Dienstchef SAJMTE, Tamar Hosenen, Präsidentin KKS und Cédric Mayor, Sektionschef und Sekretär KKS: Vorstellung der Kantonalen Kommission für Strassensignalisation (KKS) und Anwendung SICHAN und SIROUT
- François Charvoz (Generalsekretär Adjunkt, Department für Finanzen und Energie), Sylvie Lamon (Gruppenchefin, Juristin), Nicolas Eracle (Chef Projekt RDV), Stéphane Zufferey (Chef der Informatiksektion und der Projekte) und Christophe Lamon (Berater): Anpassungen der Verordnungen der RDB

- Monique Albrecht, Vize-Kanzlerin: Vernehmlassung zum Vorentwurf des Gesetzes über die Information der Öffentlichkeit, den Datenschutz und die Archivierung (GIDA)
- Philipp Spoerri, Kanzler, Fredy Bittel und Samuel Bonvin, Projektverantwortliche: Präsentation des elektronischen Amtsblatts
- Thomas Knubel, Generalsekretär Adjunkt, Department für Mobilität, Raumentwicklung und Umwelt: Wasserstrategie: Stand der Arbeiten
- Christine Genolet-Leubin, Dienstchefin, Dienststelle für Umwelt: Ehehafte Rechte
- Staatsrat Roberto Schmidt und Beda Albrecht, Dienstchef: Entwurf der Steuerreform für die natürlichen Personen
- Delphine Maret Brülhart und Annette Weidmann, Kantonale Koordinatorinnen zu Gunsten der Generationen 60+: Kantonale Politik zu Gunsten der Generationen 60+
- Cédric Roy, Dienstchef, Dienststelle für die digitale Verwaltung: Gesetz über die digitalen Dienste
- Yves Biselx (Dienststelle für Betreibungs- und Konkurswesen, Amtschef Valais Central) und Christiane Papilloud (Amtschefin Bas-Valais): Informationen der Dienststelle für Betreibungs- und Konkurswesen
- Rita Wagner, Stellvertreterin des Kantonsarchitekten, und David Kuonen, Kreisplaner: Bau- und Zonenreglement: Vorschlag
- Staatsrat Frédéric Favre und Marie-Claude Noth-Ecoeur, Dienstchefin Zivile Sicherheit und Militär: Überarbeitung des Zivilschutzgesetzes und insbesondere die Frage der Finanzierung; Arbeitgeberlabel für Feuerwehrmänner

## **2. Mitarbeit in Arbeitsgruppen, Steuerungsgruppen und kantonalen Kommissionen**

Um eine wirkungsvolle Verbandstätigkeit gewährleisten zu können, ist es wichtig, dass die Interessen und Anliegen der Gemeinden möglichst früh in die Entscheidungsprozesse eingebracht werden. Deshalb arbeiten zahlreiche Gemeindevertreter in den vorbereitenden und beratenden kantonalen Gremien mit. Im vergangenen Jahr arbeiteten Vertreter der Gemeinden in folgenden Arbeitsgruppen, Steuerungsgruppen und Kommissionen mit:

Arbeitsgruppe zur Wasserstrategie im Kanton Wallis und Untergruppe «Ehehafte Wasserrechte»

Arbeitsgruppe Kataster der öffentlich-rechtlichen Eigentumsbeschränkungen (ÖREBK)

Arbeitsgruppe Cyberadministration

Arbeitsgruppe Umsetzung Pilotprojekt e-Umzug

Arbeitsgruppe Aufsicht des Kantons über die Gemeinden

Arbeitsgruppe «Finanzierung der Schutzwälder»

Arbeitsgruppe «Staffelung von Arbeiten»

Arbeitsgruppe «Revision Strassengesetz»

Arbeitsgruppe «Strategische Leitlinien Digitalisierung der Schule»

Arbeitsgruppe «Radon»

Arbeitsgruppe «Revision Gesetz über das Walliser Bürgergesetz»

Arbeitsgruppe «Cybersecurity Wallis»

Arbeitsgruppe «Moderne Rahmenbedingungen für Pflegefamilien»

Arbeitsgruppe «Verbot sexistischer Werbung im öffentlichen Raum»

Arbeitsgruppe «Intensive Frühintervention (IFI) für Kinder mit ASS»

Arbeitsgruppe «Ökologische Infrastruktur»

Arbeitsgruppe «Strommangellage»

Arbeitsgruppe «Staatsarchiv»

Arbeitsgruppe «Studie zu Pestiziden»

Vorstand SIT, Geo-Informationssystem

Steuerungsausschuss und Arbeitsgruppe Erneuerung des Informatiksystems für die Sozialhilfe im Wallis

Steuerungsgruppe «Kantonales Landschaftskonzept»

Steuerungsgruppe «Erstellen des kantonalen Integrationsprogramms PIC3»

Strategische Steuerungsgruppe Zukunft Flughafen Sitten

Steuerungsgruppe Fachgruppe eConstruction: Digitalisierung des Baubewilligungsverfahrens

Steuerungsgruppe Teilrevision des Gesetzes über den öffentlichen Verkehr

Steuerungsgruppe «Velo-Mountainbike»

Steuerungsausschuss «Digitale Administration»

Steuerungsausschuss «eMigration»

Steuerungsausschuss «eBadges»

Kommission Abfälle und Bodenschätzungen

Kommission Beziehung Kirche/Staat

Kommission Musikschulen

Kommission Ortsbildschutz

Kommission Verwaltung Kantonaler Berufsbildungsfonds

Kommission Autismus

Ausserparlamentarische Kommission zur Revision des Gesetzes über das öffentliche Beschaffungswesen

Ausserparlamentarische Kommission Zahnpflege

Kommission «trails»

Kantonale Kommission Sonderpädagogik

Kantonale Kommission Planung Gesundheitswesen

Kommission Verwaltung Kantonaler Weiterbildungsfonds

Vereinigung Branche öffentliche Verwaltung Wallis (Lehrlingsausbildung)

Kantonale tripartite Kommission zur Beobachtung des Arbeitsmarktes im Zusammenhang mit den flankierenden Massnahmen zur Personenfreizügigkeit

Walliser Vereinigung für Prophylaxie und Jugendzahnpflege

Aufsichtskommission Kantonale Ausgleichskasse

Konferenz der kantonalen Gemeindeverbände beim Schweizerischen Gemeindeverband

Der Verband Walliser Gemeinden pflegte darüber hinaus einen regelmässigen Kontakt und Austausch mit den Gemeindeverbänden anderer Kantone. Zudem ist der VWG Mitglied der Begleitgruppe für Regional- und Lokalpolitik des Instituts des Hautes Études en Administration Publique (IDHEAP) in Lausanne. Er ist ausserdem in der Person von Stéphane Coppey im Vorstand des Schweizerischen Gemeindeverbandes (SGV) vertreten.

### **3. Vernehmlassungsverfahren**

Eine weitere wichtige Aufgabe des Verbandes ist die Vertretung der Interessen seiner Mitglieder im Rahmen des kantonalen Vernehmlassungsverfahrens. Zu diesem Zweck erarbeitet und verabschiedet der Vorstand Stellungnahmen, die dem Kanton und sämtlichen Gemeinden zugestellt werden. Die Gemeinden sind eingeladen, die Stellungnahmen des Verbandes unter Berücksichtigung ihrer individuellen Situation zu ergänzen und ebenfalls beim Kanton einzureichen.

Der VWG hat im Verlaufe des vergangenen Jahres zu folgenden Vernehmlassungen Stellungnahmen eingereicht:

Vernehmlassung zum Expertenbericht "Neues Finanzierungsmodell für die Waldpflege

Vorentwurf einer interkantonalen Vereinbarung im Bereich der digitalen Gesundheit

Vorentwurf für die Teilrevision des Strassengesetzes (StrG)

Vorentwurf des Gesetzes über die Mediation in Verwaltungsangelegenheiten

Vorentwurf über die Revision des Gesetzes über die Information der Öffentlichkeit, den Datenschutz und die Archivierung (GIDA)

Gesetz über die Krankenanstalten und –institutionen (GKAI)

Vernehmlassung zur Planung des Ambulanzdispositivs

Verordnung über den Rebbau und den Wein (VRW)

Ausführungsgesetz zum Entsendegesetz und zum Bundesgesetz gegen die Schwarzarbeit

Vernehmlassung zum Entwurf des kantonalen Klimarahmengesetzes

Vernehmlassung für die Änderung des Walliser Steuergesetzes (StG Revision 2023)

### **4. Kommunikation**

Unsere Webseite gibt uns die Möglichkeit, jederzeit aktuell über die Arbeit des VWG zu informieren und die für die Gemeinden interessanten Dokumente online zur Verfügung zu stellen. So sind sämtliche Jahresberichte, Stellungnahmen und Medienmitteilungen auf [www.fcv-vwg.ch](http://www.fcv-vwg.ch) verfügbar.

### **5. Grossrat: Positionspapiere des VWG**

Der Vorstand verfolgt das Ziel, die Kontakte zu den Mitgliedern des Grossrats zu intensivieren, um die Parlamentarierinnen und Parlamentarier stärker für die Anliegen der Gemeinden zu sensibilisieren. Der VWG lässt deshalb seit 2021 allen Mitgliedern des Grossen Rates sechs Mal pro Jahr jeweils vor Sessionsbeginn eine Sessionsvorschau mit den Positionen des VWG zu ausgewählten behandelten Themen zu kommen. Die Gemeinden erhalten diese Informationen jeweils auch zur Kenntnisnahme. Wir durften in diesen zwei Jahren feststellen, dass unsere Positionspapiere gelesen werden und Beachtung finden, weshalb wir diesen eingeschlagenen Weg in Zukunft weiterverfolgen.

### **6. Zusammenkunft mit dem Staatsrat**

Das alljährliche Treffen fand am 9. November 2022 statt. Die Sitzung bot die Möglichkeit, verschiedene aktuelle Themen offen und transparent zu diskutieren. Die Mitglieder des Staatsrats haben dabei dargelegt, wo sie für ihre jeweiligen Departement die zwei bedeutendsten Herausforderungen sehen, die in den nächsten 1-3 Jahren auf die Gemeinden zukommen.

### **7. Spezifische Themen**

#### **Vorentwurf über die Revision des Gesetzes über die Information der Öffentlichkeit, den Datenschutz und die Archivierung (GIDA)**

Der VWG kann nachvollziehen, dass das GIDA aufgrund der Verschärfungen auf europäischer und eidgenössischer Ebene angepasst werden muss. Für den VWG sind dabei folgende Punkte von grosser Bedeutung:

- Art. 28a sieht vor, dass die Installation von Bildaufnahme- und Bildaufzeichnungsgeräten im kommunalen oder interkommunalen öffentlichen Raum zur Gewährleistung der öffentlichen Sicherheit entsprechende Bestimmungen in einem kommunalen oder interkommunalen Reglement erfordert, das vom Generalrat oder der Urversammlung angenommen und vom Staatsrat homologiert wurde. Der Verband Walliser Gemeinden begrüßt diese Bestimmung sehr. Sie schafft Klarheit in der Frage der Legalität von Videoüberwachungssystemen in den Gemeinden. Mit dieser Bestimmung können in Zukunft kommunale Reglemente die Videoüberwachung abschliessend vorsehen und regeln. Sie sind vom Staatsrat zu homologieren, auch ohne kantonales Videoüberwachungsgesetz. Diese Bestimmung entspricht einem grossen Bedürfnis der Gemeinden, da sich bestehende Videoüberwachungsanlagen sehr bewährt haben und künftige weitere Anlagen installiert werden können.
- Um rasch möglich Rechtssicherheit insbesondere in der Frage der Videoüberwachung herzustellen,

sprechen wir uns für eine schnelle Umsetzung und Inkraftsetzung der Gesetzesanpassungen aus.

- Art. 30c Abs. 1 sieht vor, dass jede Behörde, die dem GIDA unterstellt ist, einen Datenschutzdelegierten bestimmen muss. Wir verlangen, dass dieser Art. 30c für die Gemeinden grosszügig ausgelegt wird. Es muss beispielsweise möglich sein, dass der Gemeindeschreiber diese Aufgabe übernimmt oder dass sich mehrere Gemeinden zusammentun und gemeinsam einen Datenschutzdelegierten bestimmen. Insbesondere den kleineren Gemeinden kann nicht zugemutet werden, dass sie diese Aufgabe alleine lösen oder externe Personen mit dieser Aufgabe beauftragen müssen. Hier ist eine gewisse Flexibilität notwendig!

### **Vernehmlassung für die Änderung des Walliser Steuergesetzes (StG Revision 2023)**

Ziel der Revision des Steuergesetzes ist es, das Steuergesetz an die zwingenden Bestimmungen des Bundesrechts anzupassen und vor allem die Steuerbelastung der natürlichen Personen bei den Kantons- und Gemeindesteuern ab der Steuerperiode 2024 durch folgende Massnahmen zu senken:

- eine Erhöhung des Abzugs für Prämien von Krankenversicherungen bei den Kantons- und Gemeindesteuern;
- eine Erhöhung des Abzugs der Kosten für die Fremdbetreuung von Kindern bei den Kantons- und Gemeindesteuern;
- eine Erhöhung des Zweiverdienerabzugs bei den Kantons- und Gemeindesteuern;
- eine Erhöhung des Unterstützungsabzugs;
- die Einführung eines Abzugs für alleinstehende AHV-Rentner/innen;
- eine Indexierung des für den kantonalen Einkommenssteuersatz massgeblichen Einkommens;
- eine Senkung der kantonalen und kommunalen Vermögenssteuern.

Der Verband Walliser Gemeinden hat in seiner Stellungnahme betont, dass er weitere Steuersenkungen, die über die Erhöhung des Abzugs für Versicherungsprämien hinausgehen, ablehnt. Allein diese Massnahme, die vom Grossen Rat bereits beschlossen wurde, führt zu Mindereinnahmen von 12 Millionen Franken

für die Gemeinden und 12 Millionen Franken für den Kanton. Zusammen mit den weiteren vorgeschlagenen Massnahmen müssten die Gemeinden mit Mindereinnahmen von 38 Millionen Franken rechnen, der Kanton mit 50 Millionen Franken. Solche Steuerausfälle sind bei gleichbleibenden Leistungen für die Gemeinden nicht verkraftbar. Im Gegenteil: die Leistungsansprüche an die Gemeinden werden immer grösser, die Aufgaben und Ausgaben haben in vielen Bereichen zugenommen und werden weiter zunehmen, wie beispielsweise im Sozialwesen, im Strassenunterhalt, im öffentlichen Verkehr, im Schulwesen und in der vor- und ausserschulischen Betreuung, in der öffentlichen Sicherheit oder dem Bevölkerungsschutz. Um all ihre Aufgaben im Dienst der Bevölkerung erfüllen zu können, sind die Gemeinden auf adäquate Steuereinnahmen angewiesen, was bei Umsetzung all dieser Massnahmen nicht mehr gewährleistet wäre. Die Folge wären schmerzhafte Leistungskürzungen.

Sollte trotzdem eine Gesetzesänderung vorgenommen werden, muss die Entscheidung, den Abzug für Versicherungsprämien zu erhöhen, entsprechend revidiert werden, denn der Gesamtrückgang der Einnahmen für die Gemeinden darf in keinem Fall mehr als 12 Millionen Franken betragen. Anzumerken ist, dass, wenn der Kanton dem Steuerzahler entgegenkommen will, es wünschenswert wäre, vor einer Gesetzesänderung den Indexierungssatz auf 173% anzupassen.

### **Vernehmlassung zum Entwurf des kantonalen Klimrahmengesetzes**

Der Vorstand des Verbandes Walliser Gemeinden ist sich der Auswirkungen und Konsequenzen des Klimawandels bewusst. Wir begrüssen es daher, dass der Staatsrat das Thema aktiv angeht und mit der Erarbeitung eines Klimagesetzes ein wichtiges Zeichen setzt. Der Gesetzesentwurf ist aber in der vorgeschlagenen Form sehr unausgereift, unspezifisch und ungenau. Wichtige Akteure wie beispielsweise die Gemeinden sind nur am Rande erwähnt, ihre Rolle ist unklar. Wie die finanziellen Mittel eingesetzt werden sollen, ist unklar und es besteht die Gefahr, dass diese unkoordiniert oder einseitig verteilt werden. Das entscheidende Instrument in diesem Prozess wird der Klimaplan sein. Für dessen Ausarbeitung sind zwingend alle interessierten und betroffenen Akteure miteinzubeziehen.

Stéphane Coppey  
Präsident

Eliane Ruffiner-Gunttern  
Generalsekretärin

# Compte d'exploitation / Budget

	Comptes 2021 CHF	Budget 2022 CHF	Comptes 2022 CHF	Budget 2023 CHF	Budget 2024 CHF
<b>Recettes:</b>					
Cotisations des membres	250'738,20	252'000,00	252'862,10	253'000,00	255'000,00
<b>Total Recettes</b>	<b>250'738,20</b>	<b>252'000,00</b>	<b>252'862,10</b>	<b>253'000,00</b>	<b>255'000,00</b>
<b>Dépenses:</b>					
Administration secrétariat, infrastructure, frais de bureau (téléphone, copies, ports, matériel de bureau), comptabilité	-37'566,80	-40'000,00	-37'166,00	-40'000,00	-40'000,00
Mandat secrétaire général	-90'000,00	-90'000,00	-90'000,00	-90'000,00	-95'000,00
Mandat Coordination Grand Conseil	-13'966,35	-15'000,00	-26'065,90	-15'000,00	-15'000,00
Charges sociales / Recrutement du personnel	-18'321,20	-18'000,00	-21'341,35	-21'000,00	-21'000,00
Frais	-4'800,00	-4'800,00	-4'800,00	-4'800,00	-4'800,00
Présidence / Comité / Commissions	-24'910,00	-30'000,00	-30'949,80	-38'000,00	-38'000,00
Assemblée générale et Rapport annuel	-5'638,10	-8'000,00	-8'299,45	-8'000,00	-8'000,00
Séance d'information	0,00	-5'000,00	0,00	-5'000,00	-5'000,00
Formation des apprentis communaux	-10'000,00	-10'000,00	-10'000,00	-10'000,00	-10'000,00
Convention de formation	-1'000,00	-1'000,00	-1'000,00	-1'000,00	-1'000,00
IDHEAP / PAIR / CVPC	'1'200,00	-1'500,00	-1'200,00	-1'500,00	-1'500,00
Hosting / Homepage / Communication	-'5'344,65	-5'000,00	-7'207,30	-5'000,00	-5'000,00
Contribution de soutien, projets	0,00	-18'000,00	0,00	-5'000,00	-5'000,00
Provisions Projets	-15'000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de tenue de compte / Impôt anticipé	-36,00	-100,00	-550,65	-100,00	-100,00
Divers	-3'300,00	-2'000,00	0,00	-2'000,00	-2'000,00
<b>Total Dépenses</b>	<b>-231'083,10</b>	<b>-248'400,00</b>	<b>-238'580,45</b>	<b>-246'400,00</b>	<b>-251'400,00</b>
Bénéfice de l'exercice / Perte de l'exercice	19'655,10	3'600,00	14'281,65	6'600,00	3'600,00

# Erfolgsrechnung / Budget

	Rechnung 2021 CHF	Budget 2022 CHF	Rechnung 2022 CHF	Budget 2023 CHF	Budget 2024 CHF
<b>Einnahmen:</b>					
Mitgliederbeiträge	250'738,20	252'000,00	252'862,10	253'000,00	255'000,00
<b>Total Einnahmen</b>	<b>250'738,20</b>	<b>252'000,00</b>	<b>252'862,10</b>	<b>253'000,00</b>	<b>255'000,00</b>
<b>Ausgaben:</b>					
Administration Sekretariat, Infrastruktur, Buchhaltung, Bürokosten (Telefon, Kopien, Porti, Büromaterial)	-37'566,80	-40'000,00	-37'166,00	-40'000,00	-40'000,00
Mandat Generalsekretärin	-90'000,00	-90'000,00	-90'000,00	-90'000,00	-95'000,00
Mandat Koordination Grossrat	-13'966,35	-15'000,00	-26'065,90	-15'000,00	-15'000,00
Lohnnebenkosten / Personalbeschaffung	-18'321,20	-18'000,00	-21'341,35	-21'000,00	-21'000,00
Spesen	-'4'800,00	-4'800,00	-4'800,00	-4'800,00	-4'800,00
Präsident / Vorstand / Kommissionen	-24'910,00	-30'000,00	-30'949,80	-38'000,00	-38'000,00
Generalversammlung und Jahresbericht	-5'638,10	-8'000,00	-8'299,45	-8'000,00	-8'000,00
Informationsveranstaltung	0,00	-5'000,00	0,00	-5'000,00	-5'000,00
Ausbildung Gemeindelehrlinge	-10'000,00	-10'000,00	-10'000,00	-10'000,00	-10'000,00
Ausbildungsvereinbarung	-1'000,00	-1'000,00	-1'000,00	-1'000,00	-1'000,00
IDHEAP / PAIR / CVPC	-'1'200,00	-1'500,00	-1'200,00	-1'500,00	-1'500,00
Hosting / Homepage / Kommunikation	-'5'344,65	-5'000,00	-7'207,30	-5'000,00	-5'000,00
Unterstützungsbeiträge Projekte	0,00	-18'000,00	0,00	-5'000,00	-5'000,00
Rückstellung Projekte	-15'000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bankspesen / Verrechnungssteuer	-36,00	-100,00	-550,65	-100,00	-100,00
Diverses	-3'300,00	-2'000,00	0,00	-2'000,00	-2'000,00
<b>Total Ausgaben</b>	<b>-231'083,10</b>	<b>-248'400,00</b>	<b>-238'580,45</b>	<b>-246'400,00</b>	<b>-251'400,00</b>
Betriebsgewinn / Betriebsverlust	19'655,10	3'600,00	14'281,65	6'600,00	3'600,00

# Bilan

ACTIFS		31.12.2022		31.12.2021
Compte auprès de la BCV	CHF	359'121.65	CHF	341'291.70
Actifs transitoires	CHF	0.00	CHF	0.00
<b>Total</b>	<b>CHF</b>	<b>359'121.65</b>	<b>CHF</b>	<b>341'291.70</b>

PASSIFS		31.12.2022		31.12.2021
Créanciers	CHF	1'985.45	CHF	2'169.80
Passifs transitoires	CHF	4'218.65	CHF	486.00
Provisions Projets	CHF	75'000.00	CHF	75'000.00
Fortune	CHF	263'635.90	CHF	243'980.80
Bénéfice/Perte	CHF	14'281.65	CHF	19'655.10
<b>Total</b>	<b>CHF</b>	<b>359'121.65</b>	<b>CHF</b>	<b>341'291.70</b>

# Bilanz

AKTIVEN		31.12.2022		31.12.2021
Bankkonto WKB	CHF	359'121.65	CHF	341'291.70
Transistorische Aktiven	CHF	0.00	CHF	0.00
<b>Total</b>	<b>CHF</b>	<b>359'121.65</b>	<b>CHF</b>	<b>341'291.70</b>

PASSIVEN		31.12.2022		31.12.2021
Kreditoren	CHF	1'985.45	CHF	2'169.80
Transistorische Aktiven	CHF	4'218.65	CHF	486.00
Rückstellung Projekte	CHF	75'000.00	CHF	75'000.00
Vermögen	CHF	263'635.90	CHF	243'980.80
Gewinn / Verlust	CHF	14'281.65	CHF	19'655.10
<b>Total</b>	<b>CHF</b>	<b>359'121.65</b>	<b>CHF</b>	<b>341'291.70</b>

# Rapport des vérificateurs

## Revisorenbericht



**FCV·VWG**

Fédération des Communes Valaisannes  
Verband Walliser Gemeinden

### Rapport des vérificateurs de comptes 2022 à l'assemblée générale de la FCV

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,

En notre qualité de vérificateurs des comptes de la FCV, nous avons vérifié, conformément aux dispositions légales, la comptabilité et les comptes annuels comprenant le bilan, le compte d'exploitation présentés par le Comité pour l'exercice arrêté au 31.12.2022.

Notre révision a été effectuée selon les normes reconnues.

Sur la base de notre vérification, nous constatons que la comptabilité et les comptes annuels sont conformes à la loi et aux statuts.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

Les vérificateurs de comptes:



René Abgottsporn



Christel Duc

Baltschieder/Riddes, le 20 mai 2023

Fédération des Communes Valaisannes  
Verband Walliser Gemeinden  
Postfach 685  
3900 Brig

027 924 66 00  
[info@fcv-vwg.ch](mailto:info@fcv-vwg.ch)  
[www.fcv-vwg.ch](http://www.fcv-vwg.ch)

# Comité / Vorstand



**Stéphane COPPEY**  
Président FCV  
Präsident VWG  
Président de la commune  
de Monthey  
Präsident der Gemeinde Monthey



**Niklaus FURGER**  
Vice-Président FCV  
Vize-Präsident VWG  
Président de la commune de Viège  
Präsident der Gemeinde Visp



**David MELLY**  
Vice-Président FCV  
Vize-Präsident VWG  
Président de la commune  
d'Anniviers  
Präsident der Gemeinde Anniviers



**Theo SCHMID**  
Membre du comité FCV  
Vorstandsmitglied VWG  
Président de la commune d'Ausserberg  
Präsident der Gemeinde Ausserberg



**Stève LATTION**  
Membre du comité FCV  
Vorstandsmitglied VWG  
Président de la commune  
de Liddes  
Präsident der Gemeinde Liddes



**Patric ZIMMERMANN**  
Membre du comité FCV  
Vorstandsmitglied VWG  
Président de la commune d'Obergoms  
Präsident der Gemeinde Obergoms





**Virginie GASPOZ**

Membre du comité, Caissière FCV  
Vorstandsmitglied, Kassierin VWG  
Présidente de la commune  
d'Evolène  
Präsidentin der Gemeinde  
Evolène



**Florian PIASENTA**

Membre du comité FCV  
Vorstandsmitglied VWG  
Président de la commune de Salvan  
Präsident der Gemeinde Salvan



**Christophe GERMANIER**

Membre du comité FCV  
Vorstandsmitglied VWG  
Président de la commune  
de Conthey  
Präsident der Gemeinde  
Conthey



**Eliane RUFFINER-GUNTERN**

Secrétaire générale FCV  
Generalsekretärin VWG



**Fédération des Communes Valaisannes**  
Secrétariat général  
Case postale 685  
3900 Brigue

**Verband Walliser Gemeinden**  
Generalsekretariat  
Postfach 685  
3900 Brig

📞 027 924 66 00  
✉️ info@fcv-vwg.ch  
🏡 www.fcv-vwg.ch